

SITUATION DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR A FIN OCTOBRE 2020

La situation des charges et ressources du Trésor (SCRT) est le document statistique qui présente, au nom du Ministère de l'Économie et des Finances et de la Réforme de l'Administration, les résultats de l'exécution des prévisions de la loi de finances avec une comparaison par rapport aux réalisations de la même période de l'année précédente. Pour rappel, alors que la situation produite par la TGR a un caractère fondamentalement comptable, la SCRT appréhende, comme le préconisent les normes internationales en matière de statistiques des finances publiques, les transactions économiques réalisées au cours d'une période budgétaire en décrivant, en termes de flux, les recettes ordinaires, les dépenses ordinaires, les dépenses d'investissement, le déficit budgétaire, le besoin de financement et les financements mobilisés pour la couverture de ce besoin.

L'exécution de la loi de finances est intervenue, depuis le mois de juin, dans un contexte caractérisé par la levée progressive du confinement et l'apparition, en conséquence, de signes de reprise dans certains secteurs d'activité économique. Elle reflète également l'impact des mesures adoptées par le Comité de veille économique pour contrer les effets socioéconomiques de la pandémie Covid-19.

Ainsi, la situation des charges et ressources du Trésor, à fin octobre 2020, fait ressortir les principales évolutions suivantes :

- **La poursuite de l'atténuation du rythme baissier des recettes fiscales**

Comparativement aux prévisions de la loi de finances rectificative 2020, le taux de réalisation des recettes ordinaires, sur une base nette des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux, s'est situé à 81% contre 80% un an auparavant.

Par rapport à la même période de l'année 2019, ces recettes ont enregistré une baisse de 17,4 MM.DH, dont 13,4 MM.DH au titre des recettes fiscales et 3,7 MM.DH au titre des recettes non fiscales.

L'évolution des recettes fiscales reflète la poursuite de l'atténuation de leur rythme baissier entamée depuis juin, date de la levée partielle du confinement et la reprise progressive de l'activité économique. En effet, les recouvrements mensuels, hors acomptes, se sont élevés à 13,1 MM.DH en moyenne entre juin et octobre, contre 10,1 MM.DH entre avril et mai. C'est ainsi que :

- les recettes tirées de l'IS ont enregistré un taux de réalisation de 88,8%, s'établissant à 38,1 MM.DH, sachant que cet impôt est basé essentiellement sur les résultats de 2019. Les recouvrements de l'IS, hors acomptes, se sont maintenus à 1,1 MM.DH en octobre, à l'instar des réalisations mensuelles moyennes enregistrées entre avril et septembre.
- Les recettes au titre de l'IR font ressortir un taux de réalisation de 84% et une baisse de 5% (-1,8 MM.DH) par rapport à fin octobre 2019. Le rythme de baisse de l'IR a connu une atténuation en octobre qui a enregistré une recette de près de 3 MM.DH, soit quasiment le même niveau d'octobre 2019.

- Les droits d'enregistrement et de timbre ont enregistré un taux de réalisation de 85,1% et une baisse de 20,5% (-2,8 MM.DH) par rapport à fin octobre 2019. Les recouvrements à ce titre ont poursuivi leur amélioration avec un montant de 1 MM.DH en octobre, contre 669 M.DH comme moyenne mensuelle entre avril et septembre.
- Les recettes au titre de la TVA globale ont affiché un taux de réalisation de 89,5% et une baisse de 10,6% (-5,3 MM.DH) par rapport à fin octobre 2019. Cette baisse est attribuable principalement à la TVA à l'importation (-5,1 MM.DH). Sur une base mensuelle, ces recettes ont enregistré un fléchissement au mois d'octobre avec des réalisations de 4,1 MM.DH contre une moyenne mensuelle de 4,3 MM.DH entre avril et septembre et ce, en liaison avec l'accélération des remboursements au mois d'octobre.
- Les taxes intérieures de consommation ont enregistré un taux de réalisation de 78,7% et une baisse de 11,3% (-2,8 MM.DH) par rapport à la même période de 2019. Les recouvrements ont connu une amélioration en octobre, soit 2,4 MM.DH, après 2 MM.DH en moyenne sur la période avril-septembre.
- Les droits de douane ont enregistré un taux de réalisation de 94,7% et une baisse de 6,7% (-541 M.DH) par rapport à fin octobre 2019. Au seul mois d'octobre, ils ont atteint 861 M.DH contre 685 M.DH en moyenne entre avril et septembre.

Les recettes non fiscales, pour leur part, ont affiché un recul qui s'explique par la non programmation de recettes de privatisation (-4,4 MM.DH) et le retard accusé par les versements en provenance de certains établissements et entreprises publics (-0,8 MM.DH). Cette baisse a été atténuée par une amélioration des « autres recettes » (+1,6 MM.DH), attribuable principalement à l'augmentation des fonds de concours (+4,2 MM.DH).

- **Une exécution des dépenses globalement en ligne avec les prévisions de la LFR :**

Les dépenses ordinaires ont enregistré un taux d'exécution de 81,5% par rapport aux prévisions de la loi de finances rectificative et se sont inscrites en hausse de près de 8,7 MM.DH (+4,7 %) par rapport à la même période de l'année 2019.

Le rythme d'exécution de ces dépenses recouvre les principales évolutions suivantes :

- Les dépenses de biens et services ont enregistré un taux de réalisation de 79,3% et une augmentation de près de 9,3 MM.DH (+6,3%) par rapport à la même période de 2019 ;
- La charge de la compensation a connu un taux de réalisation de 97,8%.

Concernant les dépenses d'investissement, les émissions ont affiché un taux de réalisation de 70,3% par rapport aux prévisions de la loi de finances rectificative et une baisse de près de 3,3 MM.DH (-6,1%) par rapport à la même période de 2019. Cette évolution est attribuable principalement à la baisse des dépenses au titre des budgets ministériels.

Quant aux comptes spéciaux du Trésor, ils ont dégagé un excédent de 12,7 MM.DH contre 3,8 MM.DH un an auparavant, soit une augmentation de 8,8 MM.DH. Cette hausse s'explique principalement par l'excédent de 8,5 MM.DH dégagé par le Fonds spécial de gestion de la pandémie Covid-19, les autres comptes spéciaux du Trésor ayant enregistré globalement un flux positif de 4,2 MM.DH contre 3,8 MM.DH à fin octobre 2019.

- **L'évolution des recettes et dépenses ordinaires fait ressortir un solde ordinaire négatif de près de 13,4 MM.DH, contre 9,3 MM.DH à fin septembre, traduisant une accélération du rythme d'exécution des dépenses ordinaires par rapport à celui des recettes.**

Compte tenu de ce qui précède, le déficit budgétaire s'est établi à 50,5 MM.DH, contre 36,5 MM.DH un an auparavant, soit une hausse de 14 MM.DH. Par rapport au mois de septembre, ce déficit est en aggravation de 7,7 MM.DH, résultant principalement de la dégradation du solde ordinaire (-4,1 MM.DH par rapport à septembre 2020).

Si l'on exclut l'excédent enregistré par le Fonds spécial de gestion de la pandémie Covid-19, le déficit s'élève à près de 58,9 MM.DH, en aggravation de près de 22,5 MM.DH par rapport à la même période de l'année 2019.

SITUATION PROVISOIRE DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR
(Recettes nettes et hors TVA des Collectivités territoriales)

	Octobre 2019	Loi de finances 2020	Octobre 2020	Octobre 2020/ Octobre 2019		Taux de réalisation en %
				en %	en valeur	
I - RECETTES ORDINAIRES	197 634	222 515	180 258	-8,8%	-17 376	81,0%
RECETTES ORDINAIRES (hors privat.)	193 190	222 515	180 258	-6,7%	-12 932	81,0%
Recettes fiscales	173 339	185 841	159 941	-7,7%	-13 397	86,1%
- Impôts directs	77 021	87 515	75 037	-2,6%	-1 984	85,7%
- Impôts indirects	74 710	77 735	66 622	-10,8%	-8 088	85,7%
- Droits de douane	8 054	7 930	7 513	-6,7%	-541	94,7%
- Enregistrement et timbre	13 553	12 661	10 769	-20,5%	-2 784	85,1%
Recettes non fiscales	21 507	33 674	17 857	-17,0%	-3 650	53,0%
- Recettes en provenance des établissements et entreprises publics	8 921	14 686	8 142	-8,7%	-779	55,4%
- Autres recettes	8 142	18 988	9 715	19,3%	1 573	51,2%
- Privatisation	4 444	0	0	-	-4 444	-
Recettes de certains CST	2 788	3 000	2 459	-	-329	82,0%
- Fonds de soutien des prix	214	600	174	-	-40	29,0%
- Fonds spécial routier	2 574	2 400	2 285	-	-289	95,2%
II - DEPENSES GLOBALES y compris SEGMA et CST	234 084	305 307	230 730	-1,4%	-3 353	75,6%
DEPENSES ORDINAIRES	184 894	237 494	193 615	4,7%	8 721	81,5%
Biens et services	147 247	197 295	156 545	6,3%	9 298	79,3%
Personnel (1)	104 892	135 933	110 820	5,7%	5 928	81,5%
Autres biens et services	42 355	61 362	45 725	8,0%	3 370	74,5%
Dettes publiques (2)	25 343	28 339	25 466	0,5%	122	89,9%
Intérieure	22 305	23 421	22 177	-0,6%	-128	94,7%
Extérieure	3 038	4 918	3 289	8,2%	250	66,9%
Compensation (3)	12 304	11 860	11 604	-5,7%	-700	97,8%
SOLDE ORDINAIRE	12 740	-14 979	-13 357	-204,8%	-26 097	89,2%
INVESTISSEMENT	53 032	70 813	49 781	-6,1%	-3 252	70,3%
dont Fonds spécial routier	3 087	2 400	1 115			46,5%
III - SOLDE DES CST (4)	3 842	3 000	12 665	229,6%	8 822	422,2%
dont : Fonds Gestion Covid-19	0	0	8 475		8 475	
DEFICIT/EXCEDENT GLOBAL	-36 450	-82 792	-50 473	38,5%	-14 023	61,0%
DEFICIT BUDGETAIRE hors Fonds Gestion Covid-19	-36 450	-82 792	-58 948	61,7%	-22 498	71,2%
VARIATION DES OPERATIONS EN INSTANCE	-9 059		-5 590		3 469	
BESOIN/EXCEDENT DE FINANCEMENT	-45 509	-82 792	-56 063	23,2%	-10 554	67,7%
FINANCEMENT INTERIEUR	42 090	39 163	41 886		-205	107,0%
Endettement intérieur	16 479		44 987		28 508	
Autres opérations	25 612		-3 101		-28 713	
FINANCEMENT EXTERIEUR	3 419	43 629	14 177		10 758	32,5%
Tirages	10 725	60 000	32 219		21 494	53,7%
Amortissements	-7 306	-16 371	-18 042		-10 736	110,2%

(1) Y compris les charges sociales au titre de la part patronale, classées auparavant au niveau des "Autre biens et services".

(2) Les intérêts au titre de la dette intérieure sont présentés nets des recettes en atténuation des dépenses de la dette.

(3) Il s'agit des charges dues et non des paiements.

(4) Les dons CCG ont été reclassés parmi les recettes non fiscales.

DETAIL DES RECETTES ORDINAIRES

	Octobre	Loi de finances	Octobre	Octobre 2020/ Octobre 2019		Taux de réalisation
	2019	2020	2020	en %	en valeur	en %
RECETTES ORDINAIRES	197 634	222 515	180 258	-8,8%	-17 376	81,0%
RECETTES ORDINAIRES (Hors Privat.)	193 190	222 515	180 258	-6,7%	-12 932	81,0%
RECETTES FISCALES	173 339	185 841	159 941	-7,7%	-13 397	86,1%
Impôts directs	77 021	87 515	75 037	-2,6%	-1 984	85,7%
Taxe professionnelle	320	321	239	-25,3%	-81	74,5%
I.S	37 732	42 914	38 110	1,0%	378	88,8%
I.R.	35 410	40 047	33 628	-5,0%	-1 782	84,0%
Contribution de solidarité sur les bénéficiaires	2 022	2 157	2 146	6,1%	124	99,5%
Taxe urbaine/d'habitation	42	30	23	-45,2%	-19	76,7%
Majorations	1 422	1 993	874	-38,5%	-548	43,8%
Autres impôts directs	73	52	17	-76,7%	-56	32,7%
Impôts indirects	74 710	77 735	66 622	-10,8%	-8 088	85,7%
T.V.A.	50 201	50 116	44 876	-10,6%	-5 325	89,5%
(Intérieure)	17 501	18 965	17 295	-1,2%	-206	91,2%
(Importation)	32 700	31 150	27 581	-15,7%	-5 119	88,5%
T.I.C.	24 509	27 620	21 746	-11,3%	-2 763	78,7%
(Tabacs)	9 360	10 565	8 776	-6,2%	-583	83,1%
(Produits énergétiques)	13 578	15 483	11 467	-15,5%	-2 111	74,1%
(Autres)	1 572	1 572	1 503	-4,4%	-69	95,6%
Droits de douane	8 054	7 930	7 513	-6,7%	-541	94,7%
Enregistrement et timbre	13 553	12 661	10 769	-20,5%	-2 784	85,1%
RECETTES NON FISCALES	21 507	33 674	17 857	-17,0%	-3 650	53,0%
- Recettes en provenance des établissements et entreprises publics	8 921	14 686	8 142	-8,7%	-779	55,4%
- Autres recettes	8 142	18 988	9 715	19,3%	1 573	51,2%
- Privatisation	4 444	0	0	-	-4 444	-
Recettes de certains CST	2 788	3 000	2 459	-	-329	82,0%
Fonds de soutien des prix	214	600	174	-	-40	29,0%
Fonds spécial routier	2 574	2 400	2 285	-	-289	95,2%